

La voix des territoires

ÉMISSION ANIMÉE PAR **CATHERINE GOUPIL** EN MAI 2020,
AVEC **ÉLISABETH BINTZ**, INSPECTRICE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

CATHERINE GOUPIL | Bonjour, bienvenue dans « La voix des territoires », cette rubrique qui donne la parole à des femmes et des hommes qui développent des actions dans les Cités éducatives. Durant ce printemps, nombre d'entre eux ont, souvent dans l'urgence, mis en place des projets pour faciliter une vie quotidienne bouleversée. Nous souhaitons partager leur expérience. Nous avons réalisé ces entretiens à distance, par téléphone ou en visioconférence.

Aujourd'hui, nous appelons Élisabeth Bintz.
Bonjour Madame Bintz.

ÉLISABETH BINTZ | Bonjour, je suis effectivement Élisabeth Bintz, inspectrice sur la circonscription de Corbeil-Essonnes, qui accueille deux réseaux d'éducation prioritaire renforcée et un réseau d'éducation prioritaire non renforcée, ainsi qu'un secteur mixte et un petit peu plus favorisé.

C G | À quel type de public vous adressez-vous ?

E B | J'ai 7 000 enfants sur cette circonscription. Et une forte proportion d'entre eux appartient à des quartiers « politique de la ville », dont le revenu médian est inférieur pour certains secteurs à 800 € par mois. Donc un public défavorisé. Pour aussi décrire la circonscription, nous avons actuellement huit hôtels sociaux avec des familles en très très grande précarité.

C G | Et justement, je voudrais savoir quels besoins vous avez observés depuis le début du confinement, et surtout suite à la fermeture des établissements scolaires annoncée le 16 mars dernier.

E B | Alors, les besoins étaient de deux ordres, si je peux déborder un tout petit peu du cadre de l'Éducation nationale. Le premier besoin, c'est que l'école avant tout est un lieu d'accueil, de relations sociales, et les familles mal logées, cantonnées dans des conditions extrêmement difficiles, perdaient ce lien essentiel, les enfants ne pouvaient également plus manger à la cantine et ça augmentait la précarité. Donc, avant de parler avec ces familles de continuité pédagogique, nous avons travaillé en partenariat avec la municipalité pour bien les identifier et nous assurer que les conditions de vie étaient relativement, à défaut de confortables, acceptables, pour qu'elles puissent continuer à vivre et que nous puissions parler de continuité pédagogique.

C G | Est-ce que vous pouvez nous dire quelles actions concrètes vous avez mises en place, justement par rapport à ces observations ?

E B | On a travaillé pour que des colis soient distribués. Il y a eu le centre d'action sociale qui a tenu des permanences pour distribuer des bons alimentaires et nous avons fait en sorte, quand les enseignants appelaient, de vérifier que tout le monde allait bien avant d'entamer des discours pédagogiques. Nous avons également pas mal travaillé avec les acteurs sociaux qui connaissent bien les familles et qui ont pu se rendre sur place, voire trouver des solutions. Nous avons des enfants autistes qui étaient logés en hôtel social et, pour eux, les interdictions de sortie ont été adaptées au regard des différents profils des enfants pour que ce soit viable pour tout le monde.

C G | J'ai entendu parler d'une action qui a été mise en place, d'un point de vue, alors là on revient plus vers la continuité pédagogique, où des kits pédagogiques ont été mis à disposition dans des boulangeries et dans un restaurant rapide, à Corbeil-Essonnes. Est-ce que vous pouvez nous parler de cette action ?

E B | Tout à fait. Notre souci a été que l'équipement numérique de bon nombre de familles n'était pas suffisant, voire totalement absent, et qu'il nous fallait vraiment garder le lien. Donc, nous avons beaucoup utilisé le téléphone et il nous fallait faire passer des supports papier puisque les familles n'étaient pas dotées d'ordinateur ni d'imprimante. Certains accueils dans les hôtels sociaux nous ont proposés au départ d'imprimer, mais les consommables coûtant très cher, c'est devenu rapidement difficile. Donc, avec la Ville, nous avons réfléchi à une solution. Les enseignants envoyaient le travail par voie numérique à la reprographie de la Ville, niveau par niveau, et ensuite, comme vous l'avez fort justement dit, nous déposions le travail dans sept boulangeries et sur un point de restauration rapide. Nous en avons mis huit en place. Huit points de distribution, pour que les parents puissent prendre le travail en allant à la boulangerie. Et nous avons décidé de mettre le travail par vagues de niveaux, puisque quand les parents venaient faire leurs courses, les boulangers, avec qui j'ai vraiment bien échangé et qui ont fait preuve d'une grande solidarité, nous disaient que bien souvent, les parents ne connaissaient pas le nom de l'école de leurs enfants. Moi je vois, quand j'y étais, quand j'avais les parents au téléphone, je disais : « Mais quel âge a votre enfant ? » Et à ce moment-là, ils me disaient « neuf ans », et je leur disais « mais non, ça doit plutôt être le CM1 », et on s'est aperçus que oui, pour les parents, la logique institutionnelle Éducation nationale était complexe à aborder ; on le savait déjà, là, ça a été vraiment très révélateur. Par contre, ça a eu un effet bénéfique parce que les parents ont pu repartir avec le travail de leurs enfants. Ceci... différencié avec des pages adaptées au niveau des enfants, nous avons pu poursuivre la différenciation et, quand les enseignants appelaient quotidiennement pour effectuer la lecture sur les manuels, faire du calcul mental ou de la résolution de problème, ou pour les maternelles, travailler les compétences langagières ou le graphisme, les parents avaient le support et beaucoup nous ont dit : « On est à côté de nos enfants, on apprend avec eux, on est très fiers parce qu'on peut enfin les aider. » Et la relation école-famille s'en est trouvée... On travaille depuis des années dessus mais là, s'en est trouvée grandement améliorée, parce que les familles ont bien compris qu'on ne les laisserait absolument pas tomber, quelle que soit la situation.

Pour conclure, cette période très difficile et totalement inédite nous a permis, au sein de la Cité éducative, de renforcer le réseau et cette solidarité perdurera très certainement après la crise du coronavirus. Et pour moi, elle illustre très bien ce que doit être une Cité éducative qui doit être la mise en place d'un réseau partenarial pour faciliter la vie des familles, et plus particulièrement des 0-25 ans, mais aussi d'offrir un avenir meilleur pour tous les enfants de ces quartiers. Un avenir scolaire mais, plus largement, un avenir social réussi.

C G | Elisabeth Bintz, je vous remercie pour cet entretien.

« La voix des territoires » est une production de Réseau Canopé.
Vous pouvez retrouver d'autres podcasts sur la plateforme des Cités éducatives,
initiée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires.
Merci de nous suivre.
À bientôt.
